

LE MUSEE COMME VITRINE DE LA NATION ET DE SES FRACTURES.

Depuis le début du XX^{ème} siècle, la Colombie a été le théâtre de nombreux conflits civils, à commencer par la guerre des Mille Jours (1899-1902) qui faisait déjà s'opposer le Parti Libéral et le Parti Conservateur. Cette scission et les conflits qu'elle engendre perdurent durant de nombreuses décennies jusqu'à l'entrée d'une nouvelle force politique singulière qui vient détruire ce bipartisme autoproclamé : le gaitanisme, venant du nom de Jorge Eliécer Gaitán. Le 9 avril 1948, ce dernier qui est cette année-là candidat du Parti Libéral aux élections présidentielles, est assassiné à Bogota. Avec sa mort c'est une grande partie de la population colombienne qui se retrouve sans son leader charismatique, démunie et sans espoir pour le futur. La période qui suit dite de la *Violencia* (1948-1960) est encore une fois un moment de conflits meurtriers entre conservateurs et libéraux. Pourtant, les deux partis décident de s'unir pour en finir avec ce conflit sanglant grâce à une coalition politique et électorale nommée le *Frente Nacional* (1958-1974). Pendant ce temps, dans les zones rurales, nombreux sont les paysans ayant pris les armes sous la coupe du Parti Communiste. Des zones d'auto-défense sont proclamées dans certains territoires reculés du pays. En 1964 naissent les FARC-EP, l'ELN avait déjà été formée en 1962 et pour terminer, en 1967 naissait l'EPL (*Ejército Popular de Liberación*, en français Armée Populaire de Libération)²¹. Ces groupes de guérilleros aux différentes sensibilités politiques font de nos jours encore partie de la vie quotidienne des Colombiens. Même si les FARC ont aujourd'hui officiellement déposé les armes, des attaques de la branche dissidente font encore des morts. L'EPL aussi s'est démobilisée, et cela depuis 1991, mais la *Línea Disidente* possède encore ses zones d'influence dans le département du Norte de Santander. Ce sont certes des territoires très petits mais il semble incongru de parler d'un pays en paix lorsqu'on connaît ces faits. Victimes directes ou indirectes du conflit armé, la population reste profondément affectée par l'histoire nationale, voire régionale car nous verrons que des inégalités fortes scindent le pays. Comment les espaces culturels peuvent-ils pallier au manque de prise de

²¹ La date de formation des différents mouvements guérilleros colombiens est sujette à de nombreuses discordes puisqu'il n'existe pas de dates officielles de création de ces groupes mise à part pour l'EPL. Les dates mentionnées ici ont été données par le *Centro Nacional de Memoria Histórica* (CNMH), établissement public créé en 2011 et basé à Bogota.

considération du gouvernement en place ? Est-ce que le Musée National de Colombie et le Musée Communautaire de San Jacinto sont à même d'éduquer la population pour que l'histoire ne se répète pas ?

1. Une construction nationale laborieuse.

Sous la présidence de Belisario Betancur (1982-1986), un processus de paix avec les différents mouvements guérilleros est engagé. Cette ouverture permet la création de l'Union Patriotique (UP) en 1985. Ce parti politique regroupant différents membres de groupes guérilleros²² ébranle le fragile équilibre social du pays. Les grands propriétaires terriens et l'ensemble des partis dits conventionnels voient en cela la dangereuse avancée de la gauche dans le pays. De plus, la pression des États-Unis fait plier peu à peu la politique de négociations engendrée par Belisario Betancur. L'UP, à peine créée, est déjà l'objet de persécutions. Ces nouvelles tensions amènent la célèbre prise du Palais de Justice par le mouvement de guérilla M-19 (*Movimiento 19 de Abril*), le 6 novembre 1985. Bien que le Palais soit repris par l'armée le jour suivant, cet événement reste gravé dans les esprits. Les



Illustration 1 : Obsèques sur la Place de Bolívar de Jaime Pardo Leal, candidat de l'UP aux élections présidentielles de 1986.

mouvements de guérilleros sont alors partout, et même à Bogota. Le début des années 1980 est aussi la période de mise en place de bandes paramilitaires qui s'implantent un peu partout dans le pays mais plus spécifiquement dans les départements du nord et du centre comme le Cesar ou le Bolívar qui font partie de la région nommée le Magdalena Medio.

Cette implantation de groupes d'auto-défense coïncide également avec l'arrivée de grandes familles de narcotrafiquants dans la région de Puerto Boyacá. Pendant ce temps, l'UP est

²² Les rangs de l'UP étaient principalement constitués par d'anciens combattants des FARC, de l'ELN, mais aussi des membres du Parti Communiste.

décimée. Entre sa création et la perte de sa personnalité juridique en 2002, l'Observatoire de Mémoire et Conflit du CNMH dénombre la mort d'au moins 4 153 victimes²³. Des milliers de militants sont assassinés, deux candidats aux présidentielles et de nombreux maires issus de ce parti sont eux aussi tués par des paramilitaires, des narcotrafiquants ou des membres des forces armées de l'État. Ces assassinats sont reconnus en 2014 comme délits de lèse humanité par la Fiscalité Générale de la Nation. Seulement deux ans après la création de l'UP, en 1987, le traité de cessez-le-feu est rompu et de nombreux guérilleros reprennent les armes. Pourtant, le parti continue d'exister et essaie même de prendre ses distances avec les FARC. En 1988 l'UP comptabilise quinze maires et dix députés. Il faut noter qu'à la fin des années 1980 et au début des années 1990, les narcotrafiquants prennent possession des bandes paramilitaires qui deviennent souvent leurs bras armés. D'ailleurs des règlements de comptes entre le Cartel de Medellín et des chefs de groupes paramilitaires sont extrêmement courants, ce qui permet aux narcotrafiquants de prendre possession de tout un groupe paramilitaire dès la mort du leader. En 1989, le Cartel de Medellín fait appel à un nouveau mode opératoire contre l'État, moins centré sur un individu, il utilise des attentats à la bombe par exemple dans les locaux du journal *El Espectador* ou dans un avion de la compagnie Avianca. Les chiffres officiels parlent de 5 500 morts directement liés au Cartel de Medellín entre 1989 et 1993. Parmi ces milliers de morts, 550 policiers, chaque homicide étant payé en moyenne deux millions de pesos colombiens²⁴ par Pablo Escobar. La mort de ce dernier n'entraîne pas la chute du narcotrafic puisque le Cartel de Cali assied sa puissance, et de petites bandes éparpillées issue du Cartel de Medellín continuent leurs activités. Fait important, les paramilitaires se retrouvent dans une situation paradoxale, aux côtés de l'État lorsqu'il s'agit de lutter contre la guérilla et contre lui en ce qui concerne le narcotrafic.

Les informations précédemment citées, pourtant d'une grande importance pour l'histoire contemporaine colombienne sont quasi inexistantes au sein du discours muséographique du Musée National de Colombie. L'espace a été construit d'une manière chronologique à partir du moment où l'artiste colombienne Beatriz González fut conseillère pour l'institution, de 1975 à 1982. Elle fut ensuite conservatrice des collections d'art et d'histoire de 1990 à 2004. Cette vision traditionnelle du musée est en train d'évoluer avec sa

²³ CENTRO NACIONAL DE MEMORIA HISTÓRICA, *Todo pasó frente a nuestros ojos. El genocidio de la Unión Patriótica 1984-2002*, Bogotá, CNMH, 2018.

²⁴ Source des chiffres donnés : « Las cifras del mal », *Semana*, 23 novembre 2013.

rénovation vers une exposition permanente thématique. Le second étage correspond à la période allant de 1886 à 1965. A cet étage, il existe quatre salles, une rotonde centrale, espace d'exposition, entre autres, de chefs-d'œuvre de Fernando Botero, une salle appelée « République de Colombie, 1887-1910 », une autre nommée « Idéologies, art et industrie, 1910-1948 », et une dernière sobrement appelée « Modernités, 1948-1965 ». Cette délimitation chronologique est très intéressante, bien entendu parce que ces dates n'ont pas été choisies au hasard, mais surtout car il s'agit d'un parti pris du musée. Mille-neuf-cent-quarante-huit correspond à la date du Bogotazo, cet événement historique du 9 avril, le jour où Jorge Eliécer Gaitán est assassiné en plein cœur de la capitale. Ironiquement, il s'agit également du jour durant lequel devait être inauguré le Musée National de Colombie au sein des locaux du Panoptique, l'ancienne prison de Cundinamarca, son actuel édifice d'accueil. Il sera finalement inauguré le 2 mai. Tout un espace est consacré à Gaitán, sa voix résonne dans l'ancienne cellule grâce à l'enregistrement d'un de ses nombreux discours qu'il donnait sur la Place de Bolívar, à Bogota. Nous y trouvons même exposé son masque funéraire. Le reste de ses effets personnels, par exemple le costume qu'il portait le jour de son assassinat, est jalousement gardé au sein de la Casa Museo Jorge Eliécer Gaitán, elle aussi à Bogota. Au Musée National, outre les informations biographiques concernant ce personnage d'importance première qu'était Gaitán, se trouvent également des photographies du Bogotazo, ainsi que la description de l'événement, heure par heure. A 13h05, Jorge Eliécer Gaitán, accompagné de quelques amis proches, sort de son bureau qui se trouve au croisement de l'Avenue Jiménez et de la Septième Avenue. Des tirs d'arme à feu retentissent, Gaitán s'écroule sur le trottoir. Il est touché à la tête et bien qu'il respire encore, le coup a été mortel. Il est évacué en taxi vers la Clinique Centrale. Le tueur, Juan Roa Sierra, n'a pas le temps d'expliquer son geste que déjà la foule est ameutée par les cris des personnes se trouvant près du lieu de l'assassinat. Il est lynché, battu à mort par les membres d'un peuple abasourdi et enragé, ce qui ne permettra jamais de savoir pourquoi il avait tué le « caudillo ». Il est traîné au sol jusqu'au Palais présidentiel puis sa dépouille est abandonnée sur la Place de Bolívar. Pendant ce temps, la nouvelle de la mort de Gaitán s'est répandue dans Bogota et de nombreuses personnes cherchent alors à s'armer. Les stations de radio sont désormais aux mains de partisans du gaitanisme et ils somment la population de mettre en place la révolution. On fait irruption au Parlement dont les locaux sont détruits. A ce moment-là il n'y

a qu'un seul coupable possible pour la foule : le Président conservateur Mariano Ospina Pérez. Cependant personne n'est prêt à riposter convenablement aux tirs de la garde présidentielle qui fait alors de nombreuses victimes. Dès que les modes de communication furent récupérés par le gouvernement, on annonça qu'à Bogota le mouvement s'était essoufflé et qu'il n'y avait pas lieu de continuer la lutte. Il fallait alors trouver une issue politique. Après de longs échanges entre les libéraux et le Président conservateur dans la nuit du 9 avril 1948, il est décidé le matin suivant la mise en place effective d'une Union Nationale. Ce que le Musée National omet de dire c'est que le Bogotazo se termine véritablement au matin du 10 avril lorsqu'il fallut déplacer les corps et les conduire du centre de la ville jusqu'au Cimetière Central. Beaucoup furent enterrés dans des fosses communes car aucun des proches n'était venu reconnaître les corps. Le nombre exact de morts durant cet épisode anarchique de l'histoire colombienne n'est pas connu mais il se situerait entre 1 500 et 2 500 victimes. Ce qui est également frappant, c'est la fracture qui existe au sein du discours muséographique de l'institution. La salle « Modernités, 1948-1965 », expose des œuvres d'art moderne sans explications historiques, ou alors très peu (voir étude de cas au prochain paragraphe). Il s'agit de l'unique salle d'exposition du musée qui n'utilise pas un fil conducteur historique. Pourquoi cette singularité ? Ce que le Musée National garde également sous silence, c'est que le Bogotazo soit considéré comme l'élément déclencheur du conflit armé colombien par de nombreux historiens. Officiellement, on fait débiter ce conflit en 1964, date de la création des FARC. C'est pour cette raison que l'on parle ordinairement de « la fin de plus de 50 ans de conflit »²⁵. Cependant, la véritable source de cette guerre civile est le *climax* de la violence entre conservateurs et libéraux, autrement dit le Bogotazo, et ce qui s'en suivra irrémédiablement, l'époque de la *Violencia*. Certains historiens la font même commencer au court des années 1930, lorsque des mouvements d'auto-défense paysans se forment. Ces derniers ne s'accapareront d'une idéologie communiste qu'une trentaine d'années plus tard. De plus, il n'est pas anodin que depuis 2011, le 9 avril qui était jusque-là le jour de commémoration de la mort de Jorge Eliécer Gaitán, soit désormais le Jour National de la

²⁵ En France, différents articles de presse sont apparus sous cette appellation. Par exemple « Colombie: fin du désarmement des FARC et d'un conflit de plus de 50 ans » pour *La Dépêche* en 2017, « Colombie : après plus de 50 ans de conflit, un accord de paix signé avec les FARC », chez *Le Parisien* en 2016.

Mémoire et de la Solidarité avec les Victimes²⁶. La chercheuse Diana De la Rosa González²⁷ émet l'hypothèse d'un chevauchement des mémoires, et donc, d'une certaine manière, l'oubli du Bogotazo. Cependant, il est valable de penser que le 9 avril 1948 soit le commencement de tout et que les générations qui ont suivies ont elles aussi empathie d'un événement qui fête cette année ses 70 ans. Il ne serait alors pas question d'un chevauchement des mémoires, mais bien d'une mémoire unie dans une seule violence. Au sein de cette salle du 9 avril 1948, qui est la dernière de l'espace « Idéologies, art et industrie, 1910-1948 », nous ne comprenons pas bien pourquoi nous arrivons, suivant le chemin qui nous est indiqué, à des œuvres d'art moderne. Pourtant il y a quelque chose de grave qui se passe, car Jorge Eliécer Gaitán n'est pas présenté comme un héros, il est présenté comme un martyr. Le visiteur s'en rend compte mais le malaise n'est pas dissipé par la muséographie. Il s'agit d'un parti pris du Musée National de Colombie qui, en plein pic de conflit armé n'était certainement pas apte à poser des mots sur les faits historiques violents que vivait la nation. Les différents gouvernements qui se sont succédés depuis les années 80 n'avaient d'ailleurs pas d'intérêt à tout dire au vu de leur implication parfois honteuse au sein du conflit armé. Autant ne rien dire, passer les choses sous silence que d'avouer. Aussi, le Musée National, celui de Simón Bolívar, est celui d'une nation unie. Existe-t-il une plus grande fracture au sein de la société civile colombienne contemporaine que celle du conflit armé ?

Pour la salle « Modernités, 1948-1965 » il est intéressant de voir que le Musée National de Colombie a décidé d'utiliser l'espace-temps allant du Bogotazo au début du conflit armé. L'institution s'empêche ainsi de poser des mots sur l'histoire de cette guerre fraternelle et laisse les œuvres de grands artistes parler à sa place. La temporalité de la salle n'est pas véridique puisqu'on y trouve des œuvres plus anciennes que 1965 et sur des thèmes plus contemporains. Comme le musée est en rénovation, il semble qu'il y ait des erreurs dans son discours mais une actualisation du site officiel du Musée National, datant de septembre 2017 explique le point suivant : « La salle "Modernités", présente un parcours à travers les arts plastiques en Colombie, entre 1948 et la fin des années 1970. [...] Ayant comme but d'évaluer ce que nous apporte encore la production plastique de cette époque, le parcours

²⁶ *El Día Nacional de la Memoria y Solidaridad con las Víctimas* a été instauré après la promulgation de la Loi des Victimes et Restitution des Terres (*Ley de Víctimas y Restitución de Tierras*) en juin 2011.

²⁷ DE LA ROSA GONZÁLEZ Diana, « Del 'Bogotazo' al Día Nacional de la Memoria y Solidaridad con las Víctimas. Los nuevos sentidos del 9 de abril en Colombia », *Aletheia*, 2012.

signale les caractéristiques des propositions artistiques individuelles, articulées autour d’aspects communs, permettent de voir les tendances collectives développées durant toute cette période »²⁸. Le musée est bien conscient qu’il dépasse cette barrière chronologique mais la date de 1965 est définitivement celle qui détruit la nation colombienne et il semblerait hypocrite de parler d’un Musée



Illustration 2 : Salle « Modernités, 1948-1965 » au second étage du Musée National de Colombie.

National lorsque son peuple se déchire et n’est absolument plus synonyme d’unité. L’art serait alors le lieu « d’aspects communs » lorsque la politique, le social, l’économique, ne le sont plus. Comme nous l’avons évoqué auparavant, le conflit armé n’est presque pas mentionné au sein de cet espace aseptisé, singulier en comparaison au reste du musée. On croirait voir la théorie du « cube blanc » de Brian O’Doherty faite réalité²⁹. Notons que ce type de muséographie vise par sa neutralité à supprimer tout contexte autour de l’art que l’on y montre. La seule fiche informative où il est fait timidement référence au conflit armé dit le suivant (voir illustration 3) : « Cette époque fut traversée par une constante situation de violence rurale et urbaine, issues des luttes bipartites. Comme conséquence des tensions politiques, surgirent alors paradoxalement,

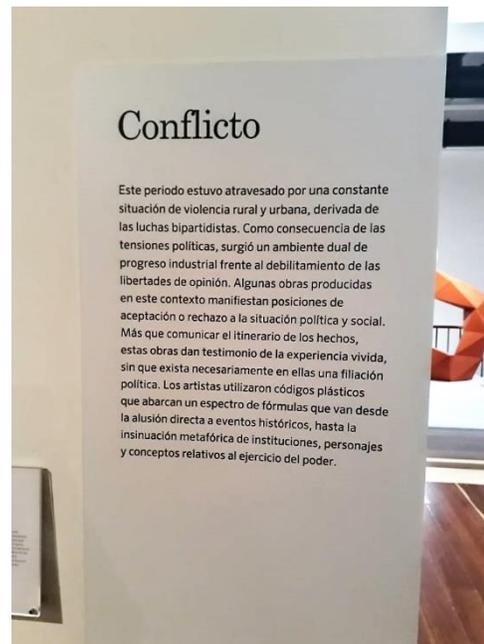


Illustration 3: Fiche informative présente dans la salle « Modernités, 1948-1965 ».

²⁸ « La sala Modernidades presenta un recorrido por la escena de las artes plásticas en Colombia entre 1948 y finales de 1970. [...] Con el fin de evaluar lo que aún nos aporta la producción plástica de aquella época, el recorrido señala las características de las propuestas artísticas individuales, articuladas con aspectos compartidos que permiten ver tendencias colectivas desarrolladas a lo largo de este periodo ».

²⁹ O’DOHERTY Brian, *Inside the White Cube. The Ideology of the Gallery Space*, Santa Monica, The Lapis Press, 1986.

un progrès industriel face à la fragilisation de la liberté d'opinion [...] ». C'est dans cette partie de l'exposition que l'on trouve le tableau d'Ethel Gilmour appelé 12/2/93 Guayacán (voir illustration 4). Il s'agit de la très fameuse scène de crime où git le corps de Pablo Escobar, tué par balle le 12 décembre 1993, à Medellín. Cette scène sera également peinte par Fernando Botero, en 2006, avec le tableau *Pablo Escobar muerto* qui est exposé au Musée d'Antioquia. Dans la fiche descriptive du tableau de Gilmour, il n'y a pas de précision sur le rôle d'Escobar au sein du Cartel de Medellín ou sur le narcotrafic en Colombie. La



Illustration 4 : Tableau *12/2/93 Guatacán*, Ethel Gilmour, 1996, Musée National de Colombie, ainsi que sa fiche descriptive.

description concerne la métaphore utilisée par l'artiste : « La silhouette qui est mise en évidence dans le premier cadre par sa dissonance, se dissout dans le jaune des pétales de Guayacán, cet arbre qui symbolise le renouveau après la mort qui “toucha tous nos toits” ». Un public peu averti pourrait ne pas comprendre ces moments clés de l'histoire colombienne car jusqu'à maintenant il avait été minutieusement guidé à travers le labyrinthe de la construction nationale.

Dans les années 1990, des lois de redistribution des terres et de valorisation du développement de l'économie paysanne voient le jour. Les *desplazados* ainsi que les guérilleros ayant choisi la voie de la démobilisation sont les principaux objets de ces lois. Les droits des peuples indigènes et la reconnaissance de la propriété collective des communautés afro-descendantes sont aussi des thèmes abordés. Cependant, l'accès aux crédits restant difficile, les déplacements forcés ne font qu'augmenter, touchant

particulièrement les communautés indigènes et afro-descendantes. Ces groupes ethniques sont également fortement touchés par les attaques de groupes armés qui défendent les intérêts économiques de quelques élites locales ou d'entreprises intéressées par les terres rendues aux communautés précédemment citées. Le secteur agroalimentaire, touché par une compétitivité émanant du contexte international, ne se développe pas. Le fossé entre monde rural et urbain ne fait que s'accroître. L'invisibilité de certaines régions rurales du point de vue du gouvernement permet une production grandissante de la feuille de coca. Dans les années 1990, la Colombie devient alors le plus grand producteur de cette plante, devant le Pérou et la Bolivie. En ce qui concerne le conflit armé, les combattants de l'EPL se démobilisent en 1991 tandis que les FARC-EP tendent de plus en plus à faire évoluer la résistance rurale vers une guérilla urbaine, leur première cible étant Bogota. Pour autant, les campagnes colombiennes restent toujours le théâtre de conflits entre guérilleros, paramilitaires et narcotrafiquants. En 1994, un plan propulsé sous la présidence d'Ernesto Samper (1994-1998) met en place les Associations Communautaires de Vigilance Rurale (*Convivir*). Largement répandues dans le département d'Antioquia sous la gouvernance d'Álvaro Uribe, futur Président de la Colombie de 2002 à 2010, ce dernier décide d'attribuer une personnalité



Illustration 5 : « En Urabá, unis contre la violence. Défendons nos terres, nos entreprises, nos emplois, nos familles et nos vies. Dénoncez les délinquants ! »

juridique à ces groupes d'auto-défense. En 1997, on en compte 411 dans tout le pays³⁰. Cependant, la même année, une loi interdit à ces groupes d'être armés ce qui les oblige à se

démanteler. Certains membres intègrent les AUC (Autodéfenses Unies de Colombie) tandis que d'autres tombent dans l'illégalité. On assiste à l'expansion du para-militarisme illégal dans des régions dites en marges. La persistance du conflit dans d'anciennes régions et son

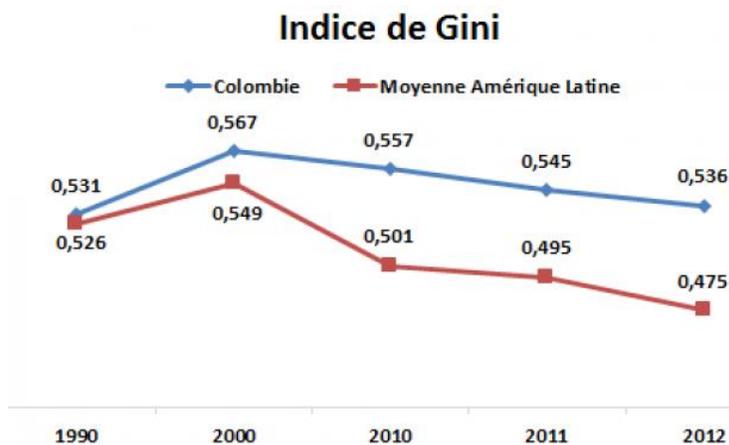
³⁰ Source du chiffre donné: « ¿Convivir o no convivir? », *El Tiempo*, 27 mars 1997.

expansion dans de nouvelles, forment deux zones macro-régionales : au nord du pays où les paramilitaires imposent leur hégémonie et le sud-est contrôlé traditionnellement par les FARC. Sur la côte Caraïbe, les FARC, même durant leur meilleure période, ne réussissent pas à dépasser les régions de la Sierra Nevada et des Montes de María où ils sont repoussés par les paramilitaires qui mettent en place par la force un projet social, économique et politique. Les paramilitaires du Bloc Nord commettent en février de l'année 2000 une offensive contre la guérilla qui coûte la vie à 66 personnes du village de El Salado. Il se trouve dans la région des Montes de María, à environ une heure au sud de San Jacinto. Ce massacre a choqué la population car le gouvernement est accusé d'avoir laissé les paramilitaires tuer, violenter, torturer arbitrairement les habitants de El Salado. C'est au bout de quatre jours de massacre, et après avoir coupé les routes qui menaient au village plutôt que de les emprunter pour venir en aide aux victimes, que l'armée intervient. Selon l'ONU, 80% des assassinats perpétrés en Colombie seraient l'œuvre des paramilitaires, ce qui réduit largement la part des tueries organisées par la guérilla. Comme les survivants au massacre de El Salado, les guérilleros de la région des Montes de María fuient. Cette déroute des FARC est amplifiée par l'offensive des Forces Publiques qui ont amélioré leur coordination. En 2008 le Front 37 des FARC est définitivement démantelé.

En 2000 est également mis en place *El Plan Colombia* qui, avec une aide financière nord-américaine, propose de lutter contre le narcotraffic. Un nouveau processus de paix avait été engagé avec les FARC mais ce plan est entendu par les guérilleros comme une attaque personnelle ce qui redouble les attentats à la bombe et les séquestrations. En 2002, Álvaro Uribe est élu Président. Ses deux mandats sont marqués par une réactivation du développement économique. Celui-ci nie tout aspect idéologique ou politique aux mouvements guérilleros. C'est d'ailleurs cette année-là que l'UP cesse d'exister juridiquement malgré son éloignement depuis déjà de nombreuses années de mouvements révolutionnaires. D'autre part, les invectives de résultats faites aux Forces Armées amènent leurs lots de conséquences perverses comme par exemple le cas des *falsos positivos*³¹. On estime

³¹ Scandale des faux positifs : en 2008 des révélations mettent en lumière les agissements de membres de l'armée colombienne et de la police qui, pour améliorer les chiffres du gouvernement en place, tuent des jeunes de quartiers défavorisés à qui l'on promet souvent du travail. Trompés et emmenés sur des zones connues pour être aux mains des guérilleros, ils sont forcés à se vêtir avec l'uniforme des rebelles. Ainsi l'armée colombienne faisait croire à une scène de combat dont ses soldats sortaient victorieux.

aujourd'hui à 10 000³² le nombre de civils tués dans le but de faire croire à un renversement de situation du conflit armé. Uribe compte également lutter contre le para-militarisme en mettant en place une injonction à la démobilisation à travers la *Ley de Justicia y Paz*. Cependant des actions criminelles attribuées aux ex-paramilitaires recommencent entre 2011 et 2012. Depuis le gouvernement Uribe, la Colombie est devenu l'un des pays les plus inégalitaires au monde et la brèche entre monde rurale et urbain n'a cessé de s'accroître. Selon



Graphique 1 : Évolution de l'indice de GINI de 1990 à 2012, en Colombie et en Amérique latine.

des chiffres de la Banque Mondiale³³, le coefficient de GINI³⁴ de la Colombie en 1992 était de 0,51. En 2002, il augmente et atteint 0,55. Ces dernières années, la pauvreté a largement reculé en Colombie et comme dans toute l'Amérique latine en général. L'inégalité économique a également reculé mais de manière plus lente. La Colombie obtient toujours l'un des premiers postes en termes d'inégalités avec un indice de GINI de 0,517 au sein d'une région déjà fortement inégalitaire.

Selon le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), la culture serait protagoniste dans la compréhension des causes de la guérilla et serait une solution alternative pour en terminer avec le conflit armé. La culture ne se voit plus comme une variable dépendante mais bien comme un élément pouvant construire des stratégies de développement pour la Colombie puisqu'elle permettrait de rétablir des identités et des liens sociaux perdus durant ces dernières décennies.

³² ROJAS BOLAÑO Omar Eduardo, BENAVIDES SILVA Fabián Leonardo, *Ejecuciones extrajudiciales en Colombia 2002-2010: Obediencia ciega en campos de batalla ficticios*, Bogotá: Universidad Santo Tomás, 2017.

³³ Chiffres de la Colombie : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI?locations=CO>

³⁴ Le coefficient de GINI, du nom du statisticien Corrado Gini, est utilisé pour calculer les inégalités économiques dans un pays donné. Plus le nombre est proche de 1 plus il y a dispersion de la population et donc inégalité. Plus il est proche de 0, plus la population est égalitaire du point de vue économique. En 2012 la France avait un coefficient de GINI de 0,30.